

**CÔTE D'IVOIRE: Le processus de désarmement va-t-il fonctionner cette fois-ci ?**  
**Nancy Palus/IRIN**  
**3 Juillet 2012**

ABIDJAN, 3 juillet 2012 (IRIN) - Des dizaines de milliers de combattants ayant participé au conflit post-électoral de 2010-2011 en Côte d'Ivoire seraient toujours armés et potentiellement dangereux, a déclaré l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui appelle à la mise en place urgente d'un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).

Le 8 juin, une milice qui serait venue du Liberia a tendu une embuscade et tué sept Casques bleus et dix civils près du village ivoirien de Taï, à quelques kilomètres de la frontière. Au mois 48 personnes ont été tuées dans des attaques transfrontalières depuis que le conflit a officiellement pris fin en 2011 et le banditisme et la criminalité restent monnaie courante dans l'ouest et le nord du pays.

La directrice de la division DDR de l'ONUCI, Sophie Da Camara, estime qu'entre 60 000 et 80 000 anciens combattants doivent être désarmés, tandis que le ministre ivoirien délégué à la Défense, Paul Koffi Koffi, évalue leur nombre à environ 30 000. L'ancien président, Laurent Gbagbo, et le président actuel, Alassane Ouattara, ont mené une campagne de recrutement qui a grossi les rangs de l'armée nationale — les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). Dès son accession au pouvoir, M. Ouattara a également pris des mesures visant à rassembler d'anciens rebelles et des soldats des forces gouvernementales en une seule armée.

Selon Mme Da Camara, « le plus grand écueil pour le [processus de] DDR » serait de négliger les milices. Ce serait un « risque extrêmement dangereux », a-t-elle ajouté. « [Les membres des milices] doivent trouver une façon de réintégrer la société dans ce nouveau régime et ce nouveau pays. Il faut en tenir compte, car les armes sont toujours là — tous en ont une cachée sous leur lit ».

La principale difficulté consiste à identifier les anciens combattants, car la plupart se sont cachés ou vivent dans des camps de réfugiés. « On ne peut pas être à la fois un réfugié et un ancien combattant — on est soit l'un, soit l'autre », a dit Mme Da Camara.

Des progrès « atrocement lents »

Le gouvernement n'a pas encore créé de commission nationale pour le DDR, ce qui, selon l'ONUCI, constitue la première étape du processus. Les progrès ont été « atrocement lents », a dit Mme Da Camara. « Il devient extrêmement urgent d'avoir une institution nationale pour mener à bien le processus ». Les Nations Unies attendent un signal du gouvernement.

La Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, une commission dirigée par le général Desiré Adjuossou, sans lien avec le processus de DDR, a collecté, en collaboration avec l'ONUCI, environ 3 000 armes et des centaines de munitions appartenant à d'anciens combattants. La commission ne paye pas ces derniers en échange des armes, a dit M. Adjuossou, car ils utilisent souvent l'argent obtenu de cette manière pour acheter de nouvelles armes.

Fin mai, le ministre de la Défense a annoncé à la télévision nationale que les personnes détenant illégalement des armes avaient jusqu'au 30 juin pour les remettre aux autorités. « Toutes les opérations que nous avons menées à Abidjan [la plus grande ville de Côte d'Ivoire] ont été très efficaces en terme de nombre [d'armes collectées] », a dit Mme Da Camara à IRIN.

Un taux de 30 pour cent d'armes collectées est généralement considéré comme un bon résultat pour un programme de désarmement.

Instaurer la confiance nécessaire

La lenteur du processus est due à de « bonnes raisons, des raisons politiques », a reconnu Mme Da Camara. « Avant les élections législatives, la confiance et l'environnement politique n'étaient pas suffisamment favorables à [la mise en place] d'un véritable [programme de] DDR. »

On sait d'expérience que, pour être efficaces, les processus de DDR nécessitent un soutien politique fort et d'importantes actions de réconciliation, mais de telles actions ne sont pas encore la priorité du gouvernement.

Selon Matt Wells, chercheur spécialisé dans l'Afrique de l'Ouest pour Human Rights Watch, il existe cette fois une réelle volonté politique. « Le gouvernement Ouattara a reconnu à plusieurs reprises l'importance [du processus] de DDR et, de manière générale, d'une réforme du secteur de la sécurité, mais les progrès réalisés dans le désarmement des anciens combattants... sont pour le moins lents. »

Une fois démobilisés, les soldats se retrouvent généralement sans emploi, ce qui peut devenir un facteur supplémentaire de risque pour la sécurité. « [Ces personnes] parcouraient la ville en uniforme et avaient un statut politique ou social élevé et beaucoup d'autorité. Tout cela disparaît avec la démobilisation », a observé Mme Da Camara.

Les Nations Unies se préparent au processus de DDR en établissant des « sites de regroupement » où pourront avoir lieu les activités de désarmement et de démobilisation. Neuf sites sont prévus pour accueillir 10 000 membres des FRCI et effectuer le processus de « DDR classique », qui consiste à vérifier l'identité des soldats, les soumettre à un examen médical, les désarmer, leur apporter un éventuel soutien psychologique, puis les raccompagner dans leur communauté.

Selon Mme Da Camara, l'ONUCI privilégiera l'intégration des anciens combattants, mais ne s'occupera pas des programmes d'éducation et d'emploi, car il revient au gouvernement et aux bailleurs de fonds de s'en charger. Le ministre délégué à la Défense, M. Koffi Koffi a assuré qu'aucune somme d'argent ne serait échangée contre des armes.

Les dernières étapes du processus de DDR, à savoir la réintégration dans la société civile par le biais de formations scolaires ou professionnelles adaptées et la réinsertion au sein des communautés, sont souvent négligées par les bailleurs de fonds, les gouvernements et les opérations de soutien à la paix. Elles sont pourtant essentielles. Les résultats des programmes de DDR ne répondent donc souvent pas aux attentes. Beaucoup estiment par ailleurs que le processus de DDR ne peut pas fonctionner en Côte d'Ivoire sans une réforme parallèle du secteur de la sécurité.

« État de terreur »

Bien que la sécurité se soit améliorée dans la plus grande partie du pays, les habitants de l'Ouest vivent toujours dans un « état de terreur », car des rumeurs ne cessent de circuler au sujet des nouvelles attaques, a expliqué la porte-parole de l'ONUCI, Sylvie van den Wildenberg. De nombreuses personnes fuient leur village lorsqu'elles entendent parler de nouvelles attaques et se font finalement attaquer à leur retour ou découvrent alors que leur maison est occupée.

L'ONUCI estime qu'environ 3 000 à 4 000 jeunes hommes ayant combattu au sein des milices pro-Gbagbo vivent au Libéria (à l'ouest du pays) ou au Ghana (à l'est). Il ne faut pas « sous-estimer le danger [qu'ils] représentent », a dit Mme Da Camara.

« Ces hommes se font manipuler. Ils se sentent menacés. Ils ont soif de vengeance. Il faut leur proposer une autre solution que le recours aux armes. »

L'ONUCI continue de renforcer ses troupes le long de la frontière.

Les actes de banditisme et les crimes sont fréquents et la plupart seraient commis par d'anciens combattants. « Personne ne peut s'estimer en sécurité sur la route, en se rendant aux plantations ou

chez soi. Tout le monde peut se faire attaquer n'importe où », a dit René Hokou Legre, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO).

En Côte d'Ivoire, le recours aux armes est fréquent pour régler des querelles foncières, ethniques ou autres. « Chaque jour, des civils sont attaqués [à Issia, une ville du centre-ouest du pays], ce qui fait fuir la main-d'œuvre agricole », a dit à IRIN Atty Francis, maire suppléant d'Issia.

Les commandos qui ont causé des ravages dans plusieurs quartiers d'Abidjan pendant le conflit ont presque tous été dissous en 2011. Pourtant, selon les habitants, les vols à main armée sont de plus en plus fréquents. « Les voleurs utilisent des armes de guerre [des AK47] qu'ils maîtrisent parfaitement », a signalé Falikou Sangare, un commerçant dont la boutique a été attaquée deux fois par des cambrioleurs armés au cours des six derniers mois et qui s'est fait voler 6 000 dollars.

Les forces de police manquent d'armes et ce sont donc les militaires qui assurent le rôle de maintien de l'ordre dans une grande partie du pays. Plusieurs anciens combattants ont demandé à la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre de venir chez eux pour récupérer leurs armes, car ils ne veulent pas faire cela en public par peur d'être pris pour cible.

Les programmes de DDR de 2004 et 2007 en Côte d'Ivoire ont été un échec, notamment en raison du manque de soutien politique et de savoir-faire, et de nouvelles flambées de violence. « Il y avait une liste sans fin et regrettable de raisons », a dit Mme Da Camara.

« Si le [processus de] DDR échoue, le pays retombe généralement dans le conflit », a-t-elle remarqué. « D'un autre côté, si le processus politique, la réconciliation et la transition échouent, quand bien même le processus de DDR aurait été efficace, [les combattants] vont malheureusement reprendre les armes, quelles que soient les solutions proposées. »

**Copyright © IRIN 2012.**